

REGION WALLONNE

F. 84 — 493

21 DECEMBRE 1983. — Arrêté de l'Exécutif Régional Wallon autorisant la Société nationale terrienne et le Fonds du Logement de la Ligue des Familles nombreuses de Belgique à accorder des prêts aux occupants des logements sinistrés par le tremblement de terre du 8 novembre 1983

L'Exécutif Régional Wallon,

(Vu le Code du Logement, notamment l'article 38;

Vu l'arrêté royal du 26 mars 1965 déterminant les conditions auxquelles sont subordonnées, à partir de l'année 1965, les autorisations d'emprunts à conférer à la société coopérative « Fonds du Logement de la Ligue des Familles nombreuses de Belgique », notamment l'article 6;

Vu l'arrêté royal du 24 janvier 1980 concernant l'utilisation, pour la Région wallonne, des capitaux provenant du fonds F2 par le Fonds du Logement de la Ligue des Familles nombreuses de Belgique;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Considérant que le caractère de calamité publique du tremblement de terre du 8 novembre 1983 justifie un élargissement des conditions habituelles des prêts accordés par la Société nationale terrienne et le Fonds du Logement de la Ligue des Familles nombreuses de Belgique afin de permettre une réhabilitation ou une reconstruction rapide des logements endommagés ou détruits par ce tremblement de terre;

Sur la proposition du Ministre de la Région wallonne pour le Logement et l'Informatique,

Arrête :

Article 1er. La Société nationale terrienne et le Fonds du Logement de la Ligue des Familles nombreuses de Belgique sont autorisés à accorder, aux conditions fixées par le présent arrêté, des prêts personnels ou hypothécaires destinés à la réhabilitation ou à la reconstruction des logements endommagés ou détruits par le tremblement de terre du 8 novembre 1983.

Art. 2. Les logements visés à l'article 1er doivent être situés sur le territoire des communes de la province de Liège énumérées ci-après :

Ans, Awans, Bassenge, Beyne-Hausay, Efégnay, Chaudfontaine, Dalhem, Flémalle, Féron, Grâce-Hollogne, Herstal, Juprelle, Liège, Oupeye, Saint-Nicolas, Montegnée, Seraing, Soumagne, Visé, Engis, Herve, Fexhe-le-Haut-Clocher, Remicourt et Saint-Georges-sur-Meuse.

Art. 3. Lorsque le prêt est demandé pour la reconstruction d'un logement, le logement à reconstruire doit être situé sur le territoire de la même commune que le logement détruit. En outre, la superficie totale des pièces qui sont exclusivement destinées à l'habitation ne peut dépasser 130 M², augmentés de 15 M² par enfant non marié, de l'emprunteur ou de son conjoint ou de la personne avec laquelle il vit maritalement, à la condition que l'enfant habite sous le même toit que l'emprunteur.

Art. 4. § 1er. Le montant total du prêt ne peut être supérieur à 100 p.c. du coût des travaux de réhabilitation ou de reconstruction du logement, en ce compris la prime unique d'assurance-vie.

(Toutefois, le prêt peut couvrir les travaux afférents aux pièces ou aux locaux adjacents au logement et destinés à l'exercice d'un commerce ou de la profession d'artisan, d'agriculteur ou d'horti-

culteur, à concurrence de la superficie existant avant le sinistre. La présente disposition ne s'applique cependant pas aux petites et moyennes entreprises.

§ 2. Le coût des travaux estimé par l'organisme prêteur est approuvé par le Commissaire de l'Exécutif auprès de cet organisme.

Art. 5. L'acte de prêt contient une disposition qui stipule que l'organisme prêteur est subrogé dans les droits de l'emprunteur à l'égard des sommes que l'organisme prêteur aurait préfinancées en vertu du présent arrêté et que l'emprunteur se verrait attribuer par les compagnies d'assurances, le Fonds des Calamités ou tout organisme de solidarité.

Ces sommes seront affectées au remboursement du prêt. Si ce remboursement atteint 10 p.c. du prêt, l'emprunteur pourra obtenir la révision de l'amortissement du solde du prêt ou celle de la durée du prêt.

Art. 6. Le prêt est remboursable par mensualités constantes comprenant une partie « intérêt » et une partie « amortissement ».

La durée du prêt ne peut être supérieure à 30 ans.

Art. 7. Pour chacun des prêts accordés par la Société nationale terrienne ou par le Fonds du Logement de la Ligue des Familles nombreuses de Belgique, le taux d'intérêt est le taux en vigueur dans ces organismes, au jour de l'octroi du prêt.

Art. 8. Lorsque le montant du prêt est supérieur à 100 000 F, une inscription hypothécaire en premier rang est requise.

Si ce rang n'est pas libre, une inscription en deuxième rang, ou, s'il échet, en troisième rang, peut être autorisée par le Ministre qui a le logement dans ses attributions.

Art. 9. S'ils répondent à la condition visée à l'article 10, peuvent bénéficier d'un prêt :

— le propriétaire d'un des logements visés à l'article 1er;

— le locataire d'un de ces logements qui, dans le cas où son propriétaire a manifesté sa volonté formelle de ne pas réhabiliter ou reconstruire ce logement, construit un logement neuf.

Art. 10. Les revenus nets imposables recueillis au cours de l'année 1981, par l'emprunteur et son conjoint ou la personne avec laquelle il vit maritalement, ne peuvent être supérieurs à 1 000 000 F augmentés de 50 000 F par enfant à charge.

Art. 11. Les demandes de prêt doivent être introduites auprès de l'organisme prêteur, sous peine d'irrecevabilité, le 31 décembre 1984 au plus tard.

Art. 12. Les demandes de prêts visées par le présent arrêté sont traitées par priorité.

Art. 13. Le présent arrêté entre en vigueur le 21 décembre 1983.

Art. 14. Le Ministre qui a le logement dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 21 décembre 1983,

Le Ministre-Président de la Région wallonne,
chargé de l'Economie,

J.-M. DEHOUSSE

Le Ministre de la Région wallonne
pour le Logement et l'Informatique,

J. MAYENCE

ÜBERSETZUNG

WALLONISCHE REGION

D. 64 — 493

21. DEZEMBER 1983. — Erlass, durch den die Wallonische Regionalexekutive der Nationalen Gesellschaft für Ländliche Wohnungsbauförderung und dem Wohnungsfonds des Bundes der Kinderreichen Familien Belgiens erlaubt, den Inhabern der von dem Erdbeben vom 8. November 1983 betroffenen Wohnungen ein Darlehen zu gewähren

Aufgrund des Wohngesetzbuches, insbesondere des Artikels 38;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 26. März 1965 zur Festlegung der Bedingungen, von denen die der Genossenschaft «Wohnungsfonds des Bundes der Kinderreichen Familien Belgiens» zu gewährenden Anleihegenehmigungen ab 1965 abhängen, insbesondere des Artikels 6;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 24. Januar 1980 über die Verwendung für die Wallonische Region der Kapitalien aus dem Fonds B2 durch den Wohnungsfonds der Kinderreichen Familien Belgiens;

Aufgrund des Gutachtens des Finanzinspektors;

Aufgrund des Gutachtens des Staatsrates;

In der Erwägung, dass dieses Erdbeben vom 8. November 1983 als öffentliche Katastrophe betrachtet wird und dass demzufolge eine Erweiterung der gewöhnlichen Bedingungen für die Gewährung der Darlehen von Seiten der Nationalen Gesellschaft für Ländliche Wohnungsbauförderung und des Wohnungsfonds des Bundes der Kinderreichen Familien Belgiens gerechtfertigt ist, um die schnelle Wiederherstellung und den schnellen Wiederaufbau der durch das Erdbeben beschädigten oder zerstörten Wohnungen zu ermöglichen;

Auf Vorschlag des Ministers der Wallonischen Region für Wohnungswesen und Datenverarbeitung,

Beschliesst die Wallonische Regionalexekutive :

Artikel 1. Die Nationale Gesellschaft für Ländliche Wohnungsbauförderung und der Wohnungsfonds des Bundes der Kinderreichen Familien Belgiens dürfen unter den durch vorliegenden Erlass festgesetzten Bedingungen ungesicherte oder Hypothekendarlehen gewähren, die für die Wiederherstellung oder den Wiederaufbau der durch das Erdbeben vom 8. November 1983 beschädigten oder zerstörten Wohnungen bestimmt sind.

Art. 2. Die in Artikel 1 erwähnten Wohnungen müssen auf dem Gebiet der nachstehend aufgeführten Gemeinden der Provinz Lüttich gelegen sein :

Ans, Awans, Bassenge, Beyne-Eusay, Blégny, Chaudfontaine, Dalhem, Flémalle, Fléron, Grâce-Hollogne, Herstal, Juprelle, Liège, Oupeye, Saint-Nicolas, Montegnée, Seraing, Soumagne, Visé, Engis, Herve, Fexhe-le-Haut-Clocher, Remicourt und Saint-Georges-sur-Meuse.

Art. 3. Wenn das Darlehen für den Wiederaufbau einer Wohnung beantragt wird, muss die Wohnung, die wiederaufgebaut werden muss, auf dem Gebiet derselben Gemeinde gelegen sein, auf dem sich die zerstörte Wohnung befand. Ferner darf die Gesamtfläche der ausschliesslich zu Wohnzwecken bestimmten Zimmer 130 m² nicht überschreiten; diese Fläche kann pro unverheiratetes Kind des Darlehensnehmers oder seines Ehepartners oder der Person, mit der er in wilder Ehe zusammenlebt, um 150 m² erweitert werden, und zwar unter der Bedingung, dass das Kind mit dem Darlehensnehmer unter einem Dach wohnt.

Art. 4. § 1. Der Gesamtbetrag des Darlehens darf einschliesslich der einmaligen Lebensversicherungsprämie nicht über 100 % der Kosten der Arbeiten für die Wiederherstellung oder den Wiederaufbau der Wohnung liegen.

Das Darlehen darf jedoch die Arbeiten für die Wiederherstellung oder den Wiederaufbau der Zimmer oder der Räume decken, die an die Wohnung angrenzen und für die Ausübung eines Handelsgewerbes oder des Berufs des Handwerkers, des Landwirts, des Gärtners — der K.M.B. ausgenommen — bestimmt sind.

Dabei darf die Fläche dieser Zimmer oder Räume, die vor der Katastrophe bestand, nicht überschritten werden.

§ 2. Die durch den Darlehensgeber geschätzten Kosten werden vom Kommissar der Exekutive bei diesem Darlehensgeber genehmigt.

Art. 5. Die Darlehensurkunde enthält eine Bestimmung, die besagt, dass der Darlehensgeber an die Stelle und in die Rechte des Darlehensnehmers eingesetzt wird, und zwar für die Summen, die der Darlehensgeber vorfinanziert hätte und die der Darlehensnehmer von Versicherungsgesellschaften, vom Katastrophenfonds oder von jeglicher Solidaritätsorganisation erhalten hätte.

Diese Summen werden für die Rückzahlung des Darlehens verwendet. Wenn diese Rückzahlung 10 % der Darlehens erreicht, kann dem Darlehensnehmer die Revision der Tilgung der Darlehenssaldos oder der Darlehensdauer gewährt werden.

Art. 6. Das Darlehen ist in gleichbleibenden monatlichen Raten rückzahlbar, wobei es einen Teil « Zinsen » und einen Teil « Tilgung » gibt.

Die Dauer des Darlehens darf nicht 30 Jahre überschreiten.

Art. 7. Für jedes von der Nationalen Gesellschaft für Ländliche Wohnungsbauförderung oder von dem Fonds des Bundes der Kinderreichen Familien Belgiens gewährte Darlehen ist der Zinssatz derjenige, der am Tage der Gewährung des Darlehens bei diesen Darlehensgebern angewendet wird.

Art. 8. Wenn der Darlehensbetrag über 100 000 BF liegt, ist eine hypothekarische Eintragung im ersten Rang erforderlich.

Wenn dieser Rang nicht frei ist, darf eine Eintragung zweiten Ranges oder gegebenenfalls dritten Ranges von dem für das Wohnungswesen zuständigen Minister genehmigt werden.

Art. 9. Wenn sie die in Artikel 10 angegebene Bedingung erfüllen, können folgende Personen ein Darlehen erhalten :

— der Eigentümer einer der in Artikel 1 erwähnten Wohnungen;

— der Mieter einer dieser Wohnungen, der eine neue Wohnung baut, weil der Eigentümer seiner früheren Wohnung den ausdrücklichen Wunsch geäußert hat, sie nicht wiederherzustellen oder wiederaufzubauen.

Art. 10. Das steuerpflichtige Nettoeinkommen, das der Darlehensnehmer und dessen Ehepartner oder die Person, mit der er in wilder Ehe zusammenlebt, während des Jahres 1981 erhalten haben, darf 1 000 000 BF, die pro Unterhaltsberechtigtes Kind um 50 000 BF erhöht werden, nicht überschreiten.

Art. 11. Die Anträge auf Darlehen müssen spätestens am 31. Dezember 1984 beim Darlehensgeber eingereicht werden, sonst werden sie nicht angenommen.

Art. 12. Die im vorliegenden Erläss gemeinten Anträge auf Darlehen werden mit Vorzug behandelt.

Art. 13. Vorliegender Erläss tritt am 21. Dezember 1983 in Kraft.

Art. 14. Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wohnungswesen gehört, ist mit der Ausführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Brüssel, den 21. Dezember 1983.

Der Minister-Präsident der Wallonischen Region,
beauftragt mit der Wirtschaftspolitik,

J.-M. DEHOUSE

Der Minister der Wallonischen Region
für Wohnungswesen und Datenverarbeitung,

J. MAYENCE

VERTALING

WAALSE GEWEST

N. 84 — 493

21 DECEMBER 1983. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve waarbij de Nationale Landmaatschappij en het Woningfonds van de Bond der Kroostrijke Gezinnen van België gemachtigd worden om leningen toe te staan aan de bewoners der woningen die door de aardbeving van 8 november 1983 zijn getroffen

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op de Huisvestingscode, inzonderheid op artikel 38;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 maart 1965 tot vaststelling, met ingang van het jaar 1965, van de voorwaarden waaraan moeten voldoen de toelatingen tot het aangaan van leningen, die aan de coöperatieve vennootschap « Woningfonds van de Bond der Kroostrijke Gezinnen van België » worden verstrekt, inzonderheid op artikel 6;

Gelet op het koninklijk besluit van 24 januari 1980 betreffende de aanwending, voor het Waalse Gewest, van de kapitalen die voortkomen van het Fonds B2, door het Woningfonds van de Bond der Kroostrijke Gezinnen van België;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Overwegende dat het karakter van algemene ramp van de aardbeving van 8 november 1983 een verruiming rechtvaardigt van de normale voorwaarden waaronder leningen worden toegestaan door de Nationale Landmaatschappij en het Woningfonds van de Bond der Kroostrijke Gezinnen van België, ten einde een snelle rehabilitatie of heropbouw mogelijk te maken van de woningen, die door deze aardbeving zijn beschadigd of vernield;

Op de voordracht van de Minister van het Waalse Gewest voor de Huisvesting en de Informatica,

Besluit :

Artikel 1. De Nationale Landmaatschappij en het Woningfonds van de Bond der Kroostrijke Gezinnen van België worden ertoe gemachtigd om, onder de bij dit besluit vastgestelde voorwaarden, persoonlijke of hypothécaire leningen toe te staan voor de rehabilitatie of de heropbouw der woningen, die door de aardbeving van 8 november 1983 zijn beschadigd of vernield.

Art. 2. De in artikel 1 bedoelde woningen moeten gelegen zijn op het grondgebied van de hierna vermelde gemeenten van de provincie Luik :

Ans, Awans, Bitsingen, Beyne-Heusay, Blégny, Chaudfontaine, Dalhem, Flémalle, Fléron, Grâce-Hollogne, Herstal, Juprelle, Luik, Oupeye, Saint-Nicolas, Montegnée, Seraing, Soumagne, Wezet, Engis, Herve, Fexha-le-Haut-Clocher, Remicourt en Saint-Georges-sur-Meuse.

Art. 3. Wanneer de lening wordt aangevraagd voor de heropbouw van een woning, moet de herbouwde woning zich bevinden op het grondgebied van dezelfde gemeente als de vernielde woning. Bovendien mag de totale oppervlakte van de uitsluitend voor bewoning bestemde vertrek niet groter zijn dan 130 m², vermeerderd met 15 m² per ongehuwd kind van de ontleners of zijn echtgenoot of van de persoon waarmee hij feitelijk samenleeft, op voorwaarde dat het kind onder hetzelfde dak woont als de ontleners.

Art. 4. § 1. Het totale bedrag van de lening, met inbegrip van de enige levensverzekeringspremie, mag niet hoger liggen dan 100 % van de kosten der werken voor de rehabilitatie of heropbouw van de woning.

De lening mag evenwel de kosten dekken van de werken aan de vertrekken of lokalen, die palen aan de woning en die bestemd zijn voor de uitoefening van een handel of een ambacht, van het beroep van land- of tuinbouwer, ter grootte van de voor de ramp bestaande oppervlakte. Deze bepaling geldt evenwel niet voor de kleine en middelgrote ondernemingen.

§ 2. De door de instelling die de lening toestaat geraamde kostprijs der werken wordt door de commissaris van de Executieve bij deze instelling goedgekeurd.

Art. 5. De akte van lening bepaalt dat de instelling, die de lening toestaat, in de rechten treedt van de ontleners voor de sommen die deze instelling zou hebben voorgeschoten in toepassing van het huidige besluit en die de ontleners zouden worden toegekend door de verzekeringsmaatschappijen, het Rampenfonds of een solidariteitsorganisatie.

Deze sommen zullen worden aangewend voor de terugbetaling van de lening. Indien deze terugbetaling 10 pct. van de lening bedraagt, zal de ontleners de herziening van de aflossing van het saldo van de lening of van de duur der lening kunnen verkrijgen.

Art. 6. De lening is terugbetaalbaar in vast mandelijkse stortingen, die een deel « rente » en een deel « aflossing » omvatten. De duur van de lening mag niet meer bedragen dan 30 jaar.

Art. 7. Voor elke van de door de Nationale Landmaatschappij en het Woningfonds van de Bond der Kroostrijke Gezinnen van België toegestane leningen is de rentevoet gelijk aan die welke bij deze instellingen van kracht is op de dag, waarop de lening wordt toegekend.

Art. 8. Wanneer het bedrag van de lening groter is dan 100 000 F, is een hypothécaire inschrijving in eerste rang vereist. Indien deze rang niet vrij is, kan een inschrijving van de tweede rang of, zo nodig, van de derde rang worden toegestaan door de minister die bevoegd is voor de huisvesting.

Art. 9. Kunnen een lening verkrijgen, indien zij voldoen aan de in artikel 10 bedoelde voorwaarde :

- de eigenaar van één der in artikel 1 bedoelde woningen;
- de huurder van één van die woningen die, wanneer de eigenaar formeel te kennen heeft gegeven dat hij de woning niet wil rehabiliteren of herbouwen, een nieuwe woning bouwt.

Art. 10. De netto belastbare inkomens van de ontleners en zijn echtgenote of de persoon waarmee hij feitelijk samenleeft mogen, in het jaar 1981 niet meer hebben bedragen dan 1 000 000 F, vermeerderd met 50 000 F per kind ten laste.

Art. 11. De aanvragen tot het verkrijgen van een lening moeten, op straffe van niet-ontvankelijkheid, ten laatste op 31 december 1984 worden ingediend bij de instelling die de lening toestaat.

Art. 12. De aanvragen tot het verkrijgen van een bij dit besluit bedoelde lening worden met voorrang behandeld.

Art. 13. Dit besluit treedt in werking op 21 december 1983.

Art. 14. De Minister die bevoegd is voor de Huisvesting, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 21 december 1983.

De Minister-Voorzitter van het Waalse Gewest,
belast met de Economie,

J.M. DEHOUSSE

De Minister van het Waalse Gewest voor de Huisvesting
en de Informatica,

J. MAYENCE

F. 84 — 494

21 DECEMBRE 1983. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon déterminant les conditions et les modalités d'octroi à la Société nationale du Logement, d'une avance récupérable destinée à la couverture des frais de remise en état ou de reconstruction de logements endommagés ou détruits par le tremblement de terre du 8 novembre 1983, et appartenant à certaines sociétés agréées par cette institution

L'Exécutif régional wallon,

Vu le Code du Logement, notamment l'article 38;

Vu le décret du 1er décembre 1983 contenant le budget des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 1984;

Vu l'article 61.92 de la Section 36 du Titre II (Partie II) dudit budget;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il s'indique de mettre sans délai à la disposition de la Société nationale du Logement, les moyens nécessaires à la réhabilitation et à la reconstruction des logements sociaux sinistrés à la suite du tremblement de terre du 8 novembre 1983;

Sur la proposition du Ministre de la Région wallonne pour le Logement et l'Informatique,

Arrête :

Article 1er. Dans la limite des crédits inscrits au budget de la Région wallonne, le Ministre qui a le logement dans ses attributions peut octroyer à la Société nationale du Logement une avance récupérable sans intérêt destinée à la réhabilitation ou à la reconstruction de logements appartenant à certaines sociétés agréées par cette institution et sinistrés à la suite du tremblement de terre du 8 novembre 1983.

Art. 2. Les logements visés à l'article 1er doivent être situés sur le territoire des communes de la province de Liège, énumérées ci-après :

Ans, Awans, Bassenge, Beyne-Heusay, Blégny, Chaudfontaine, Dalhem, Flémalle, Fléron, Grâce-Hollogne, Herstal, Juprelle, Liège, Oupeye, Saint-Nicolas, Montegnée, Seraing, Soumagne, Visé, Engis, Herve, Fexhe-le-Haut-Clocher, Remicourt et Saint-Georges-sur-Meuse.

Art. 3. L'avance est versée par fractions, selon des modalités déterminées par l'arrêté d'octroi. Le solde sera liquidé sur base d'un rapport justificatif reprenant les états d'avancement des travaux.

Art. 4. L'avance doit être remboursée à la Région par la Société nationale du Logement, à concurrence des sommes versées par le Fonds des Calamités aux sociétés agréées dont les logements ont été sinistrés.

Ce remboursement doit être effectué dans les deux mois du versement de l'intervention du Fonds des Calamités.

Art. 5. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er janvier 1984.

Art. 6. Le Ministre qui a le logement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 21 décembre 1983.

Le Ministre de la Région wallonne
pour le Logement et l'Informatique,

J. MAYENCE

Le Ministre-Président de la Région wallonne
chargé de l'Economie,

J.M. DEHOUSSE